RÉPUBLIQUE DU CONGO

RÉSUMÉ

La République du Congo est une république parlementaire dans laquelle le pouvoir de décision et le pouvoir politique sont entre les mains du chef de l'État et de son gouvernement, encore que les modalités de la prise de décision interne ne soient pas claires. Le président Denis Sassou Nguesso a été réélu lors des élections de juillet 2009 avec 78 % des suffrages, mais la validité de ces chiffres a été mise en doute. Les élections de 2009 se sont déroulées de manière pacifique, et l'Union africaine les a déclarées libres et équitables ; ceci dit, les candidats d'opposition et les organisations non gouvernementales(ONG) ont fait mention d'irrégularités. Bien que le pays soit doté d'un système politique multipartite, les membres du parti du président, le Parti Congolais du Travail (PCT), occupent la majorité des postes élevés au sein du gouvernement. Les forces de sécurité étaient subordonnées aux autorités civiles.

Parmi les problèmes majeurs relatifs aux droits de l'homme, on a relevé des cas soupçonnés de passages à tabac et de torture de détenus par les forces de sécurité, de mauvaises conditions de vie en milieu carcéral, et de discrimination contre les femmes dans la société.

D'autres violations des droits de l'homme ont été signalées, y compris les suivantes : des arrestations arbitraires ; de longues périodes de détention préventive ; un système judiciaire inefficace et aux ressources insuffisantes ; des atteintes au droit à l'intimité de la vie privée ; certaines restrictions sur la liberté d'expression, de la presse et de réunion ; la corruption et le manque de transparence au sein du gouvernement et de l'administration ; la violence familiale, viol y compris ; traite des personnes ; discrimination sur la base de l'ethnicité, en particulier contre les autochtones, et travail des enfants.

Le gouvernement a rarement pris des mesures pour traduire en justice ou punir les responsables qui avaient commis des violations, qu'ils fassent partie des services de sécurité ou d'autres secteurs du gouvernement, et l'impunité des officiels a été un problème.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de ne pas être victime des violations suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Aucune exécution arbitraire ou illégale imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée au cours de l'année.

b. Disparitions

Il n'a été signalé aucune disparition ni aucun enlèvement pour motif politique ni kidnapping.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit de tels actes ; des ONG ont néanmoins fait état de cas de torture et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants dirigés par le gouvernement. Début 2011, par exemple, des détenus qui purgeaient leur peine et d'autres en détention préventive à la prison de Brazzaville auraient été torturés deux à trois fois par mois par des gendarmes pendant la nuit, après le départ des gardiens de prison, qui quittent les lieux à 17 heures.

En avril, un gendarme a tenté de violer une détenue à la prison de Brazzaville. À la suite de cet incident, le gouvernement a cessé de déployer des gendarmes à l'intérieur de la prison ; ces derniers sont restés en poste à l'extérieur pour empêcher les évasions.

Bradi Oboromalekou a été arrêté en juin 2010 pour vente de cannabis et possession d'une arme. Pendant son incarcération, il aurait eu les mains menottées dans le dos et a été torturé à maintes reprises pendant deux semaines dans la prison du commissariat central de Brazzaville avant d'être transféré à la prison du commissariat Jean-François Ndengue. Là, B. Oboromalekou a continué à être torturé pendant six semaines avant d'être finalement libéré ; les auteurs de ces actes ont bénéficié d'une totale impunité.

En septembre 2010, le lieutenant Ferdinand Bourangon est décédé des suites de blessures causées par des tortures auxquelles il aurait été soumis à la prison de Brazzaville. D'autres prisonniers dont on ne connaît pas le nom auraient eux aussi été torturés. À ce jour, aucune mesure disciplinaire n'a été prise à l'encontre du personnel de la prison. La famille du lieutenant Bourangan a porté plainte contre les tortionnaires présumés, mais les tribunaux n'ont pas encore examiné cette affaire.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons et centres de détention étaient dures et mettaient la vie des prisonniers en danger. La plupart des détenus dormaient par terre sur du carton ou sur de minces matelas dans des cellules exigües et surpeuplées, ce qui les exposait aux maladies. Les systèmes de ventilation étaient pratiquement inexistant, l'éclairage était mal entretenu, les fils électriques étaient apparents et il s'est produit de fréquentes remontées des eaux usées dans les cellules des prisonniers. Les services médicaux de base et d'urgence étaient limités et l'accès réel au personnel des services sociaux était fortement restreint en raison du manque d'effectifs et du surpeuplement des prisons.

Les détenus et les prisonniers ont de l'eau potable à la prison de Brazzaville et à celle de Pointe-Noire ; notons cependant que ces deux établissements n'ont pas l'eau courante en raison de la dégradation de l'infrastructure. Il n'y a pas d'eau potable dans les dix autres prisons départementales du pays.

La tenue des registres dans le système pénitentiaire ne s'est pas améliorée au cours de l'année écoulée. Les responsables des prisons utilisent encore un système non informatisé.

Les conditions de vie étaient meilleures pour les femmes que pour les hommes dans chacune des 12 prisons du pays. La densité carcérale est plus faible dans les cellules réservées aux femmes que dans celles des hommes.

Le gouvernement a pris certaines mesures pour améliorer les conditions dans ses prisons au cours de l'année écoulée. Une nouvelle prison a été ouverte à Impfondo, capitale du département de Likouala. La prison d'Ouessou, capitale du département de Sangha, a été rénovée. Le gouvernement négociait un contrat portant sur la construction d'une nouvelle prison qui desservirait Brazzaville et qui devrait être située à une quarantaine de kilomètres au nord de la capitale.

Sur les 12 prisons du pays, deux – l'une à Brazzaville et l'autre à Pointe-Noire – étaient complètement opérationnelles au cours des trois dernières années. D'autres installations ont cessé de fonctionner à pleine capacité en 2008 en raison de la dégradation des installations physiques. À la fin de l'année, la population carcérale oscillait aux alentours de 1.400 personnes, dont la majorité en attente de procès pour voies de fait et pour vol. Au 28 octobre, la prison de Brazzaville, construite en 1943 pour une population carcérale de 150 prisonniers, en comptait environ 645, dont 11 mineurs. Celle de Pointe-Noire, bâtie en 1940, contenait 240 prisonniers, dont quatre mineurs. Il y avait environ une cinquantaine ou une soixantaine de

détenus dans chacune des dix prisons départementales restantes. Du fait des limites de l'infrastructure et de la carence de services éducatifs, ces établissements ne détiennent pas de mineurs. Dans ces districts, les mineurs condamnés se voient infliger des peines autres que l'emprisonnement. En outre, les postes de police détiennent souvent des prisonniers dans leurs installations rudimentaires, au-delà de la période réglementaire maximale autorisée, qui est de 48 h à 72 h.

Les détenus auraient eu droit, en moyenne, à un repas seulement par jour, qui consistait en rations insuffisantes de riz, de pain et de poisson ou de viande de qualité médiocre. Les familles étaient autorisées à leur apporter à manger.

Les installations pour les mineurs, les femmes et les hommes étaient séparées à Brazzaville et à Pointe-Noire. Dans les dix autres prisons du pays, la présence de mineurs n'a pas été signalée, et les hommes ne sont pas incarcérés avec les femmes. Les mesures de sécurité à la prison de Brazzaville étaient insuffisantes pour isoler les mineurs du reste de la population carcérale. Dans les 12 prisons du pays, les personnes en détention préventive étaient détenues avec les condamnés purgeant leur peine. À Brazzaville, bien que placés dans une seule cellule, les prisonniers atteints de maladies infectieuses étaient autorisés à avoir des contacts avec d'autres détenus. À Brazzaville et à Pointe-Noire, la plupart des cellules étaient équipées d'une télévision câblée en état de marche. Il n'y avait ni téléviseurs ni câble dans les 10 autres prisons.

Les prisons n'ont ni bibliothèques ni installations sportives, mais celle de Brazzaville a une école pour les jeunes qui fonctionne trois fois par semaine, à raison de deux heures par jour. La prison de Pointe-Noire dispose elle aussi d'une école pour les jeunes. Les cours sont assurés par des détenus quand il y en a qui sont qualifiés pour le faire, et par des fonctionnaires du ministère de l'Éducation le cas échéant. Il n'y a pas d'école dans les 10 autres prisons du pays.

L'accès aux prisonniers n'était autorisé qu'après obtention d'un permis de communication auprès d'un juge. Ce permis autorise les visiteurs à passer 10 à 15 minutes avec un prisonnier. Les visites avaient eu lieu dans une petite pièce contenant une grande table à laquelle environ 10 détenus à la fois pouvaient s'asseoir et converser avec leurs visiteurs. Un nouveau permis doit être obtenu pour chaque visite. Les familles de nombreux prisonniers vivant en dehors des villes où se trouvaient les prisons, les visites étaient souvent rares en raison du fardeau financier imposé par les déplacements jusqu'au lieu d'incarcération.

Comme l'année précédant la période couverte par le présent rapport, le gouvernement n'a accordé aux groupes locaux et internationaux de défense des droits de l'homme qu'un accès limité aux prisons et aux centres de détention. De janvier à juillet, l'un des administrateurs de la prison de Brazzaville a officieusement permis à une ONG locale de défense des droits de l'homme de se rendre tous les jours dans cet établissement, mais fin juillet cette même personne lui a refusé cet accès. Des missions diplomatiques, elles, ont eu accès aux prisons du pays et à celles des commissariats de police.

Les prisonniers et les détenus étaient autorisés à pratiquer leur religion. Des organisations caritatives confessionnelles se sont rendues dans les prisons et les centres de détention pour accomplir des actions charitables et apporter un réconfort spirituel. Les prisonniers et les détenus sont censés pouvoir porter plainte auprès des autorités judiciaires, mais dans les faits ce droit n'a pas été respecté. Aucune disposition n'existait pour l'accès à un médiateur, mais les inculpés en ayant personnellement les moyens ont pu se faire représenter par des avocats privés dans des négociations visant à obtenir une peine autre que l'incarcération ou une amélioration des conditions inhumaines de détention.

Avant un procès, le gouvernement est tenu de fournir une assistance juridique aux prévenus n'ayant pas les moyens financiers nécessaires pour recruter un avocat privé, mais dans la pratique ceci n'a pas été fait. Le gouvernement ayant omis de payer les honoraires des avocats commis d'office, le résultat a été une absence criante de représentation juridique des détenus ayant peu de moyens. À la demande d'ONG locales et à la suite de plaintes des familles de prisonniers et de détenus, le gouvernement a procédé à un examen et à une évaluation des conditions dans les prisons. Cependant bien peu a été fait pour remédier aux carences du système pénal pour assurer des procédures équitables aux détenus.

Par exemple, trois mineurs ont été détenus à la prison de Brazzaville pendant huit mois sans accès à un avocat et sans comparaître devant un juge. Ils ont été ultérieurement relaxés. Les longues périodes de détention préventive tiennent essentiellement au manque de capacité et de financement de l'appareil judiciaire. Les retards judiciaires sont souvent importants et le ministère de la Justice doit généralement attendre six mois pour recevoir des fonds du Trésor public avant que les affaires ne soient portées devant les tribunaux. En vertu de la loi, les tribunaux pénaux doivent procéder à un examen des dossiers quatre fois par an. Dans la pratique, ce n'est pas possible puisque le ministère de la Justice reçoit un financement pour traiter les affaires criminelles une fois par an et dont le montant

dépend du nombre d'affaires en instance au moment de la demande de financement.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraires ; toutefois, la police, des gendarmes et des soldats ont procédé à des détentions arbitraires et excessives pour des délits mineurs et souvent imaginaires, concernant pour la plupart le code de la route, et ils ont exigé des pots-de-vin en échange d'une libération.

Le code de procédure pénale stipule qu'une personne inculpée ne peut être détenue plus de 72 heures dans une maison d'arrêt et qu'avant l'expiration de ce délai elle doit être conduite devant un procureur de la république ; ce dernier doit soit ordonner sa libération, soit la placer en détention préventive. Dans la pratique, toutefois, ce délai de 72 heures n'est pas respecté. Certains détenus sont restés incarcérés pendant des mois et ont été transférés d'une maison d'arrêt à une autre avant d'être mis en liberté par un procureur.

En outre, le code de procédure pénale fixe à trois mois la période maximale de détention préventive, le juge d'instruction pouvant prescrire une prolongation de trois mois au maximum. Conformément à la loi, toute personne dont la détention préventive dépasse ces délais doit être libérée d'office dans l'attente de son procès. Mais dans la pratique, ce n'est pas ce qui s'est passé. Les trois-quarts des détenus de la prison de Brazzaville étaient en détention préventive. Selon les autorités pénitentiaires, la durée moyenne de la détention préventive était de six mois ; selon les détenus, elle variait entre 12 et 36 mois.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les forces de sécurité regroupent la police, la gendarmerie et l'armée. La police et la gendarmerie sont responsables du maintien de l'ordre dans le pays ; la police opère essentiellement dans les villes et la gendarmerie en dehors. L'armée est responsable de la sûreté du territoire, mais elle exerce également des fonctions au niveau de la sécurité intérieure, la Garde républicaine étant par exemple chargée de la protection du président, des bâtiments officiels et des missions diplomatiques. Le ministre de la Défense supervise les forces armées et la gendarmerie, tandis que le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation encadre la police.

Une unité de police dépendant du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation est chargée des patrouilles aux frontières. Une autre, celle de la police militaire, composée d'officiers de l'armée et de la police et relevant du ministère de la Défense, a pour mission principale d'enquêter sur les fautes professionnelles de l'ensemble des forces de sécurité. Le professionnalisme de ces forces a continué à s'améliorer dans l'ensemble, principalement grâce à la formation organisée par la communauté internationale des forces de l'ordre. Les pouvoirs publics ont exercé généralement un contrôle efficace sur les forces de sécurité, mais certains éléments, agissant en-dehors de l'autorité de l'État, ont commis des abus et des violations.

La police de la circulation a extorqué des pots-de-vin à des conducteurs sous peine de leur retirer leur carte d'identité ou de mettre leurs véhicules à la fourrière.

Bien que la Commission des droits de l'homme (CDH) ait été créée pour permettre au public de dénoncer les abus des forces de sécurité, l'impunité de ces dernières a continué à poser un problème sérieux.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La constitution et la loi exigent que des mandats soient émis par des responsables dûment autorisés avant de pouvoir procéder à des arrestations, qu'une personne soit appréhendée au vu de tous, qu'un avocat soit présent pendant l'interrogatoire initial, que les personnes détenues comparaissent devant un juge sous trois jours et qu'elles soient inculpées ou libérées dans les quatre mois. Toutefois, le gouvernement n'a généralement pas respecté ces dispositions. Il existe en théorie un système de libération sous caution, mais plus de 70 % de la population ayant un revenu inférieur au seuil de pauvreté, rares sont ceux qui ont pu se permettre de verser une caution. En général, les détenus ont été informés des accusations portées à leur encontre au moment de leur arrestation, mais il a souvent fallu plus d'une semaine avant qu'une mise en examen n'intervienne. Il est arrivé à la police de détenir des gens pendant plus de six mois avant leur inculpation en raison d'erreurs ou de retards administratifs dans le traitement des dossiers. La plupart de ces retards ont été attribués au manque de personnel au ministère de la Justice et dans les tribunaux. En règle générale, les détenus ont pu avoir rapidement la visite de leurs proches -- mais souvent seulement si ces derniers avaient versé un pot-de-vin. La loi exige que les détenus indigents poursuivis au pénal soient représentés par un avocat commis d'office, mais en général cela n'a pas été le cas dans la pratique.

Arrestation arbitraire : L'arrestation arbitraire a continué à poser problème. Les victimes de ces agissements étaient le plus souvent des conducteurs de véhicule (principalement des chauffeurs de taxi), et les auteurs des policiers, des gendarmes ou des soldats. Les agents de l'immigration ont aussi fréquemment interpellé des personnes qu'ils menaçaient d'arrestation, déclarant qu'il leur manquait un document obligatoire, qu'elles se livraient à l'espionnage, ou en utilisant un prétexte quelconque pour leur extorquer de l'argent. Dans la plupart des cas, les victimes ont effectivement payé un pot-de-vin, sinon, elles restaient au poste de police (ou à l'aéroport) jusqu'à ce qu'elles aient payé, ou jusqu'à ce qu'on ait fait assez pression sur les autorités pour que ces dernières les remettent en liberté.

Détention préventive : Les longues périodes de détention préventive dues aux retards judiciaires ont continué à poser des problèmes. Les personnes en attente de jugement ont continué à constituer la majorité des prisonniers. En moyenne, elles ont dû attendre six mois, d'après les autorités pénitentiaires, ou entre 12 et 36 mois, selon les détenus, avant l'ouverture de leur procès.

e. Déni de procès public équitable

Bien que la constitution et la loi garantissent un système judiciaire indépendant, celui-ci est resté trop sollicité, sous-financé et sujet aux influences politiques et à la corruption.

Dans les zones rurales, les tribunaux traditionnels ont continué à traiter de nombreux litiges au niveau local, surtout des affaires de propriété et de succession, ainsi que des conflits familiaux qui n'avaient pu être résolus au sein de la famille.

L'armée dispose d'un système particulier, la Cour martiale, pour juger toute affaire criminelle impliquant des militaires, des gendarmes ou des policiers. Ces tribunaux ne sont pas compétents pour juger des civils. On considérait auparavant que cette Cour était sujette au trafic d'influence et à la corruption, mais à la suite d'une enquête sur des malversations relatives aux salaires de militaires, la Cour martiale a maintenu sa suspension des salaires de plus de 500 membres du personnel militaire, actuels ou anciens pour assurer le recouvrement des fonds détournés.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution prévoit le droit à un procès équitable présidé par un pouvoir judiciaire indépendant, et de manière générale le gouvernement a respecté l'indépendance du pouvoir judiciaire dans la pratique. Elle stipule également que

les tribunaux doivent juger les affaires pénales au moins quatre fois par an. Depuis plus de 20 ans, toutefois, les procès de cette nature n'ont lieu qu'une fois par an, faute de moyens financiers au ministère de la Justice. Le volume des dossiers, démesuré par rapport à la capacité de l'appareil judiciaire, et conjugué au manque de financement nécessaire pour couvrir les dépenses associées aux affaires pénales, fait que le gouvernement ne peut pas garantir la tenue de procès équitables et sans retard excessif. La Cour de justice a traité 84 affaires pénales en 2010, notamment des affaires de malversation de fonds publics, de meurtre, de viol, de vol à main armée, d'infanticide, d'attentat à la pudeur et d'incendie criminel. Pour 2011, le ministère de la Justice n'a pu fournir le nombre d'affaires traitées à l'échelle nationale, mais il a confirmé que 52 procès au pénal s'étaient déroulés à Brazzaville. En général, dans les procès antérieurs à 2008, et en 2010 lorsque les tribunaux ont recommencé à fonctionner normalement, les accusés ont comparu devant un tribunal public présidé par un magistrat nommé par l'État. Les jurys ont été utilisés, et les accusés ont eu le droit d'être présents à leur procès et de se concerter avec un avocat en temps voulu, encore que cela ne se soit pas toujours produit. À quelques occasions, des accusés ont été condamnés par contumace après que les tribunaux, au bout de six mois, eurent renoncé à les localiser pour qu'ils puissent assister à leur procès. Un avocat était commis d'office aux frais du gouvernement si l'accusé d'un crime grave était indigent. Généralement, les prévenus ont pu confronter ou interroger les témoins à charge et présenter des témoins et des éléments de preuve à décharge. Les avocats de la défense ont pu consulter toutes les pièces présentées par le procureur. Les accusés ont bénéficié de la présomption d'innocence et ils avaient le droit de faire appel. En principe, la loi conférerait les droits précédemment cités à tous les citoyens et dans l'ensemble le gouvernement a respecté ces dispositions.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun prisonnier ou détenu politique n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

Contrairement aux tribunaux pénaux, les tribunaux civils examinent les affaires sur une base régulière, tout au long de l'année. Les tribunaux civils connaissent des retards importants – mais moins que les tribunaux pénaux – et on considère qu'ils sont fonctionnels. Il est possible d'introduire une plainte au civil concernant des affaires civiles liées aux droits de l'homme, notamment pour obtenir des dommages-intérêts ou faire cesser une atteinte aux droits de l'homme. Dans

l'ensemble, la population ne faisait pas vraiment confiance au système judiciaire pour résoudre les questions concernant les droits de l'homme.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

De tels actes sont interdits par la constitution et la loi et les pouvoirs publics ont dans l'ensemble respecté ces interdictions.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

Statut de la liberté d'expression et de la liberté de la presse

La constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse, mais elles criminalisent toutefois certains types d'expression comme l'incitation à la haine ethnique, à la violence ou à la guerre civile. Comme au cours de l'année précédente, les autorités ont généralement respecté la liberté d'expression et de la presse, selon l'ONG internationale Freedom House. Les journalistes de la radio, de la télévision et de la presse écrite gouvernementale ont pratiqué l'autocensure. La presse écrite non gouvernementale a subi peu de contraintes. Une dizaine de journaux hebdomadaires à Brazzaville publient souvent des articles et des éditoriaux critiques à l'égard du gouvernement. Le gouvernement ne restreint pas l'accès à l'Internet.

Liberté d'expression : La population avait le droit de critiquer le gouvernement en public ou en privé, sans craindre de représailles, sur des questions relativement mineures. Toutefois, les gens craignaient des répercussions s'ils critiquaient les politiques gouvernementales en citant le nom de hauts dirigeants. Les pouvoirs publics n'ont généralement pas essayé de faire taire la critique par anticipation, en surveillant par exemple les réunions politiques, mais ils ont parfois sanctionné les critiques après coup. Contrairement aux années passées, aucune fermeture d'agences de presse n'a été signalée.

Liberté de la presse : Il existait un seul quotidien d'État, La Nouvelle République, et 54 autres publications privées, dont certaines étaient très proches du gouvernement tandis que d'autres l'ont critiqué de temps à autre. Le 14 décembre, le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) a suspendu les journaux L'Amicale et La Voix du Peuple pour trois mois et six mois

respectivement. Le CSLC a décrété que les deux journaux avaient enfreint des lois nationales en incitant à la haine et à la division ethnique. Les journaux ont publié de temps à autre des lettres ouvertes d'opposants au gouvernement. La presse écrite n'avait pas beaucoup d'audience en dehors de Brazzaville et de Pointe-Noire.

La plupart des citoyens s'informaient par la radio et la télévision locales. Il n'y avait pas de station de radio ou de chaîne de télévision nationales. En tout, on compte 39 stations de radio, dont quatre appartiennent à l'État, et 23 chaînes de télévision, dont 15 au moins sont privées. Il existait plusieurs fournisseurs de services de télévision satellitaire, à la disposition du petit nombre de gens qui en avaient les moyens.

Les journalistes gouvernementaux n'étaient pas indépendants et ils étaient censés présenter les activités du gouvernement sous un jour positif. Toutefois, aucune indication n'a été donnée que les journalistes s'étant écartés de ces consignes aient dû en subir les conséquences.

Les médias internationaux étaient représentés par des journalistes en poste à Brazzaville. Bien qu'on n'ait eu aucune confirmation de cas de révocation par le gouvernement des accréditations de journalistes dont les reportages présentaient une image négative du gouvernement, la politique de révocation était toujours en vigueur. Elle affectait tant les journalistes travaillant pour les médias internationaux que ceux employés par les médias sous le contrôle des pouvoirs publics. Les journalistes locaux des médias privés n'ont pas été affectés par cette politique.

Lois contre la diffamation/sécurité nationale : La loi sur la presse prévoit des amendes pour diffamation et incitation à la violence.

Liberté d'accès à l'Internet

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à l'accès à l'Internet, et aucun cas de surveillance, par les autorités, du courrier électronique ou des cybersalons n'a été signalé. Les individus et les groupes ont pu exprimer de manière pacifique leurs opinions par l'intermédiaire de l'Internet, y compris par courrier électronique. Une proportion plus importante du public, en particulier les jeunes, accédaient plus fréquemment à l'Internet et utilisaient les médias sociaux en ligne. Toutefois, seuls les plus aisés pouvaient se permettre d'avoir une connexion Internet à domicile, et le reste de la population a fréquenté des cybercafés. Il n'a été signalé aucune

tentative de collecte des renseignements personnels par le gouvernement via l'Internet.

Liberté universitaire et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté universitaire ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

La constitution et la loi prévoient la liberté de réunion ; en général, toutefois, le gouvernement n'a pas respecté cette disposition dans les faits.

Tout groupe qui souhaitait tenir des réunions publiques devait en informer le ministère de l'Intérieur et de la décentralisation ainsi que les responsables locaux compétents qui pouvaient refuser d'autoriser des réunions susceptibles de constituer une menace pour l'ordre public.

Contrairement à l'année précédente, les autorités n'ont pas toujours respecté le droit de réunion pacifique dans les faits. Par exemple, des ONG locales ont déclaré que le 22 janvier le gouvernement avait interdit à un groupe de l'opposition, le Parti pour l'alternance démocratique (PAD) de tenir une réunion publique qui devait avoir lieu dans l'amphithéâtre du bâtiment de la télévision nationale. Le 31 juillet, la police a empêché le parti de l'opposition du Rassemblement des jeunes patriotes (RJP) de pénétrer dans le stade Massamba-Debat, où un rassemblement public avait fait l'objet d'une autorisation préalable. La police a de nouveau interdit à des partis de l'opposition de se rassembler devant l'entrée du stade le 13 décembre.

Liberté d'association

La constitution et la loi prévoient la liberté d'association, qui a en général été respectée dans les faits par le gouvernement. Les groupes ou associations à vocation politique, sociale ou économique, étaient généralement tenus de s'inscrire auprès du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Cette inscription était parfois tributaire d'influences politiques. Il n'a été signalé aucun cas de pratiques discriminatoires ciblant un groupe particulier.

c. Liberté de religion

Pour une description de la situation en matière de liberté de religion, veuillez consulter le Rapport international 2011 sur la liberté de religion sur www.state.gov/g/drl/irf/rpt/

Liberté de mouvement, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La constitution et la loi garantissent la liberté de mouvement à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement ; contrairement à l'année précédente, le gouvernement a généralement respecté ces droits dans les faits.

Le gouvernement a coopéré avec le Bureau du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et d'autres organisations humanitaires pour assurer protection et assistance aux personnes déplacées, aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile, aux personnes apatrides et autres personnes relevant de la compétence du HCR.

Déplacements sur le territoire : L'accord de désarmement de 2003 ait mis un terme à la rébellion organisée dans la région de Pool. Contrairement à l'année précédente, des éléments armés non identifiés présumés être d'anciens rebelles Ninja se sont en grande partie abstenus de harceler et de menacer des citoyens. La principale liaison routière et ferroviaire entre la capitale, Brazzaville, et le port de Pointe-Noire, traverse la région de Pool. Le renforcement des effectifs de police dans toute cette région, y compris dans les wagons de chemin de fer, en 2010 et en 2011, a considérablement réduit le banditisme et accru la liberté de mouvement des personnes et des biens dans la plus grande partie du pays.

Comme l'année précédente, les deux opérations menées par les autorités en vue d'améliorer la sécurité dans la région de Pool, « Kimia » et « Kidzounou », ont continué à produire des résultats.

Déplacements à l'étranger : Contrairement à l'année précédente, le gouvernement n'a pas interdit aux dirigeants de l'opposition de quitter le territoire. Ceux-ci se sont rendus en Europe et en sont revenus sans la moindre ingérence des autorités.

Émigration et rapatriement : En règle générale, le gouvernement n'a pas empêché ses ressortissants de revenir au pays, y compris les opposants politiques au président. La dernière personne à avoir regagné le pays, en mai 2010, est l'ex-

première dame Jocelyne Lissouba ; elle avait quitté le Congo avec son époux, l'ancien président Pascal Lissouba, en 1997. Le président Sassou-Nguesso a réservé un accueil chaleureux à Jocelyne Lissouba dont l'époux, gracié en décembre 2009, était demeuré en France pour des raisons de santé.

Protection des réfugiés

Le droit d'asile et le statut de réfugié sont prévus par la loi et l'État a mis en place un système de protection des réfugiés. Dans la pratique, le gouvernement a offert une certaine protection contre l'expulsion ou le rapatriement de personnes dans un pays où leur vie ou leur liberté pourrait être en danger en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leurs opinions politiques.

Le pays, et notamment les zones frontalières avec la République démocratique du Congo (RDC), ont vu déferler des vagues multiples de personnes déplacées ces dernières années. Entre le mois d'octobre 2009 et le mois de mai 2010, près de 115.000 personnes ont fui la violence ethnique et la rébellion dans la province de l'Équateur de la RDC pour se réfugier dans la région congolaise de Likouala. Au mois d'octobre, le pays avait accueilli 131.446 réfugiés et 4.761 demandeurs d'asile de la RDC.

En juin 2010, le gouvernement a signé un accord tripartite avec le gouvernement de la RDC et l'UNHCR précisant les conditions et les modalités d'un rapatriement volontaire éventuel des réfugiés au Likouala, qui réintégreraient la province de l'Équateur en RDC. Les parties à l'accord tripartite se sont retrouvées en novembre 2010 et ont adopté une feuille de route pour le rapatriement en vertu de laquelle le premier groupe de réfugiés pourrait être rapatrié en avril 2011. Le HCR a fait état de 17 rapatriements en RDC jusqu'au mois d'août. Le retard dans les rapatriements s'explique essentiellement par le fait que les réfugiés voulaient attendre la fin de l'élection présidentielle de novembre 2011, le renforcement de la paix et de la réconciliation suite au conflit entre les tribus Lobala et Boba et la mise en place de l'aide au rapatriement fournie par la communauté internationale.

Le pays héberge 828 réfugiés angolais, dont 773 proviennent de l'enclave angolaise de Cabinda. Entre le 18 et le 20 octobre, le gouvernement a convoqué une seconde réunion tripartite avec le gouvernement angolais et le HCR ; ils ont conclu un accord sur la mise en route d'un effort de rapatriement volontaire, à partir du 3 novembre, qui s'inscrirait dans le cadre de l'accord tripartite de 2002. La première réunion tripartite s'était tenue au Cabinda en 2009.

En outre, il y avait au Congo 7.846 réfugiés rwandais qui avaient fui le génocide en 1994. Une réunion tripartite a eu lieu en janvier entre le gouvernement congolais, le gouvernement rwandais et le HCR ; elle s'est soldée par la décision d'invoquer une clause de cessation qui révoquerait le statut de réfugiés des ressortissants rwandais au Congo, et ce à partir de décembre 2011. Les réfugiés rwandais seraient alors tenus soit de regagner le Rwanda, soit de devenir des résidents permanents du Congo.

Les demandes de statut de réfugiés sont gérées par le Centre national d'assistance aux réfugiés (CNAR). Ce dernier a reçu entre 80 et 90 % de son budget de fonctionnement du HCR.

Accès à l'asile : En 2007 et 2008, le CNAR et le HCR ont traité les dossiers en souffrance de quelque 4.800 demandeurs d'asile qui étaient entrés au Congo depuis 2003. En 2008, quelque 993 demandes d'asile ont été soumises ; en 2009, 397 ; en 2010, 128 ; et, au mois d'août, 24 de plus ont été reçues en 2011. Selon le HCR, en octobre, il y avait dans le pays 140.338 réfugiés et 5.746 demandeurs d'asile, en provenance essentiellement de la RDC, du Rwanda et de l'Angola.

Mauvais traitements infligés aux réfugiés : Des cas de violence sexospécifique ont été fréquemment enregistrés dans les camps de réfugiés, dont 43 viols déclarés au premier semestre de 2011, 28 sur des mineurs. Le HCR a prodigué des soins à 38 des victimes. Il y a actuellement 37 affaires de violence sexospécifique en instance devant les tribunaux. Selon le HCR, la vaste majorité de ces cas de violence ne sont pas déclarés. Cela tient notamment au fait qu'il peut s'écouler un an, voire plus, avant que les tribunaux n'examinent les plaintes et que, dans ces conditions, les familles des victimes préfèrent souvent négocier un arrangement avec les assaillants. Les agents de protection du HCR et le personnel médical ont fourni une assistance médicale, psychosociale et juridique aux victimes de la violence sexospécifique, notamment aux victimes de viols. Les réfugiés avaient un accès égal aux dispensaires et aux hôpitaux communautaires, et aux recours juridiques pour porter plainte au pénal, par exemple en cas de viol, ou au civil.

L'école primaire était financée par le HCR et ouverte à tous les réfugiés pendant l'année écoulée. Au cours de cette année scolaire, 26.558 enfants, dont 13.004 filles, étaient inscrits à l'école primaire dans le département de Likouala. L'accès des réfugiés à l'éducation secondaire était fortement limité. La plupart des enseignants du secondaire sont eux-mêmes des réfugiés, qui travaillent à titre bénévole ou qui sont payés par les parents, réfugiés eux aussi. Dans le département

de Likouala, 7.200 enfants réfugiés étaient scolarisés dans le secondaire, dont 2.755 filles.

Emploi : La loi ne stipule pas les possibilités d'emploi offertes aux réfugiés. Des données empiriques portent à croire que le régime des quotas et le coût excessif des permis de travail limitent leurs options en la matière. Une organisation de santé a dit qu'elle était tenue légalement de réserver aux ressortissants congolais au moins 90 % de ses postes à pourvoir. Selon la même organisation, il faut avoir un permis de travail valable deux ans et coûtant environ 150.000 francs CFA (303 dollars É.-U.), soit à peu près l'équivalent de trois mois de salaire.

Beaucoup de réfugiés travaillent de façon informelle dans le secteur agricole pour avoir de quoi manger. Il y en a qui cultivent des terres appartenant à des ressortissants congolais, en échange de quoi ils reçoivent un pourcentage de la récolte ou un paiement en espèces. D'autres pratiquent une agriculture de subsistance sur des lopins que leur louent des ressortissants congolais.

Section 3. Respect des droits politiques : Le droit des citoyens à changer de gouvernement

La constitution et la loi garantissent aux citoyens le droit de changer de gouvernement de manière pacifique, et les citoyens ont exercé ce droit lors des élections présidentielles de juillet 2009.

Élections et participation politique

Élections récentes : Denis Sassou Nguesso a été réélu à la présidence lors des élections de juillet 2009, revendiquant 78 % des voix. Selon les chiffres officiels, 66 % des électeurs ont participé au scrutin, mais selon les estimations de l'opposition, le taux de participation était nettement moins élevé. Bien que les élections se soient déroulées dans le calme, les candidats d'opposition et des ONG les ont critiquées, signalant des irrégularités, notamment la manipulation flagrante des listes électorales et des différences entre le taux de participation officiel et celui relevé par des observateurs indépendants. L'Union Africaine a déclaré que les élections avaient été libres et équitables.

Le 9 octobre, il y a eu une élection de mi-parcours pour renouveler la moitié des 72 sièges du Sénat. Le parti du président – le Parti Congolais du Travail (PCT) – et ses alliés en ont remporté 28, l'opposition trois, et cinq candidats indépendants ont

été élu. Contrairement aux députés de l'Assemblée nationale et au président, les sénateurs sont élus au suffrage indirect.

Partis politiques : Parmi les principaux partis politiques, on comptait le Parti congolais du travail (PCT), au pouvoir, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), l'Union pour la démocratie et la république (UDR), le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) et l'Union pour le progrès (UP). Les partis d'opposition ont subi des restrictions imposées par les pouvoirs publics, notamment dans leur droit à s'organiser. Ceci a été le cas avant, pendant et après l'élection présidentielle de juillet 2009.

Le nouveau gouvernement constitué après cette élection et la sélection de trois nouveaux ministres le 17 août 2011, comprenait un certain nombre de hauts responsables politiques issus des tribus ethniques du Nord et des représentants d'autres régions et ethnies.

Participation de femmes et de minorités : Après les élections sénatoriales d'octobre, on comptait neuf femmes au Sénat, sur 72 sièges, et neuf à l'Assemblée Nationale, sur 137 sièges. Sur les 37 membres du cabinet, cinq étaient des femmes.

Beaucoup d'autochtones – parmi eux surtout des Pygmées -- ont été exclus du processus politique en raison de leur isolement dans des régions reculées, de leur non-inscription sur les listes électorales, d'obstacles culturels et de la stigmatisation de la part de la population bantoue majoritaire (cf. section 6). Toutefois, les droits des autochtones ont été renforcés lorsque le Parlement a adopté une loi en décembre 2010 visant à protéger leurs droits, loi que le président Sassou-Nguesso a signée le 25 février 2011.

Section 4. Corruption des fonctionnaires et transparence du gouvernement

La loi prévoit des peines criminelles pour la corruption dans la fonction publique mais elle n'est pas appliquée avec rigueur et les hauts fonctionnaires s'y livrent en toute impunité. Selon les Indicateurs de gouvernance dans le monde publiés par la Banque mondiale, la corruption du gouvernement constituait un problème grave bien que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international aient pris note des mesures de réforme importantes mises en place par le gouvernement pour la combattre. Par exemple, en février le gouvernement a entrepris d'identifier et d'éliminer de la masse salariale les fonctionnaires non existants, dits fonctionnaires fantômes. À la fin de l'année, cette démarche soutenue avait permis d'en repérer

2.700, dont un grand nombre percevaient, outre leur salaire légitime, un ou plusieurs autres salaires de manière frauduleuse.

On a beaucoup l'impression que la corruption est répandue au gouvernement, notamment concernant les détournements de revenus des secteurs pétrolier et forestier. Selon certaines organisations locales et internationales, des responsables gouvernementaux détournaient régulièrement une partie des recettes de ces industries, sous la forme de pots-de-vin et par des moyens frauduleux ; ils versaient alors ces sommes sur des comptes privés à l'étranger avant de déclarer officiellement le reste des recettes de ces secteurs. Une partie des fonds ont été rapatriés, mais l'essentiel reste à localiser. Un certain nombre de ministères ont été également identifiés comme ayant détourné des fonds qui ont été déposés sur des comptes secrets ; c'est le cas notamment des ministères de l'Éducation, de la Santé et des Affaires étrangères, ce dernier ayant fait l'objet d'une enquête interne concernant des fonds qui lui ont été alloués pour le fonctionnement de plusieurs ambassades à l'étranger en fait non existantes.

La corruption était généralisée aux niveaux subalternes, y compris parmi le personnel de sécurité et les agents des douanes et de l'immigration, qui exigeaient souvent des pots-de-vin. Pendant l'année écoulée, il a été souvent fait état d'arrestations de personnes dont les familles réussissaient à soudoyer la police pour obtenir leur libération.

Les hauts fonctionnaires étaient assujettis aux lois sur la divulgation financière, mais on ignore si dans la pratique ils ont respecté ces obligations.

La loi garantit l'accès du public aux informations gouvernementales, qu'il s'agisse de citoyens ou non, ou encore des médias étrangers ; mais dans la pratique, les délais de communication des informations par le gouvernement étaient longs, et dans certains cas les pouvoirs publics ne diffusaient pas les informations sollicitées. Par exemple, le FMI a terminé ses consultations sur une Facilité élargie de crédit au milieu de l'année, mais le gouvernement a refusé de fournir certaines informations financières du ministère des Finances et du Trésor concernant la compagnie pétrolière publique.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Un certain nombre de groupes congolais et internationaux de défense des droits de l'homme ont mené leurs enquêtes sur des affaires de droits de l'homme sans subir

de pressions de la part du gouvernement, à quelques exceptions près, et il en est allé de même quand ils en ont publié les résultats. En général, les responsables gouvernementaux se sont montrés plus coopératifs et réceptifs avec les organisations internationales de défense des droits de l'homme qu'avec les associations locales. Ces dernières avaient d'ailleurs tendance à s'abstenir de signaler certains incidents de peur que les autorités n'entravent leurs activités.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Parrainée par le gouvernement, la Commission des droits de l'homme (CDH) est chargée de surveiller les autorités dans son domaine de compétence et de répondre aux préoccupations du public en la matière. Selon des membres de la société civile, cette commission serait complètement inefficace ; elle n'aurait aucune indépendance, serait, pour l'essentiel, composée de personnes sans aucune expérience dans le domaine des droits de l'homme et aurait été créée pour apaiser la communauté internationale. Le président en a nommé la majorité, voire la totalité, des membres.

En 2011, la CDH n'a pas entrepris d'activités visant à répondre directement aux problèmes en matière de droits de l'homme dans le pays. Au lieu de cela, elle s'est surtout employée à réformer sa structure institutionnelle et à accroître son expertise en assistant à des conférences internationales sur les droits de l'homme.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Bien que la loi et la constitution interdisent toute discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue, la religion, le statut social ou le handicap, le gouvernement n'a pas fait respecter ces interdictions de manière efficace. En effet, des cas avérés de discrimination sociétale et de violence contre les femmes ont été signalés. En outre, des autochtones ont fait l'objet d'une discrimination ethnique régionale.

Condition féminine

Le viol, y compris celui perpétré par l'époux, est illégal, mais le gouvernement n'a pas rigoureusement appliqué la loi, qui prévoit des peines de cinq à dix ans de prison pour les auteurs de cet acte. Selon des associations locales de défense des droits de la femme, les peines pour viol pouvaient se limiter à quelques mois de prison, et rarement à plus de trois ans, et ce en dépit des dispositions prévues par la loi. Les autorités ont établi deux centres de soins à Brazzaville pour les victimes de viols. Elles n'ont pas pu fournir de données nationales sur le nombre de viols en 2011.

Le viol était un phénomène très répandu, sans qu'on puisse vraiment en préciser l'ampleur parce que ses victimes ont rarement porté plainte. Selon les estimations d'ONG locales et internationales, moins de 25 % des viols dénoncés font l'objet de poursuites. En août 2010, un individu soupçonné d'être un tueur en série qui aurait violé et tué neuf femmes a été arrêté et écroué à la prison de Brazzaville en attente de son procès pour viol et pour meurtre.

La violence au foyer à l'encontre des femmes, y compris les viols et les passages à tabac, était un phénomène très répandu mais rarement dénoncé. La loi ne contenait aucune disposition spécifique interdisant la violence entre époux, si ce n'est les textes législatifs généraux qui interdisent les voies de fait. Les cas de violence familiale en général sont traités au sein de la famille étendue ou du village, seuls les incidents les plus graves étant dénoncés à la police, car la victime craint d'être mise à l'index par la société ou de faire l'objet de représailles, et en raison d'un manque de confiance dans l'aptitude des tribunaux à traiter des violations des droits de l'homme. Les ONG locales ont continué à organiser des campagnes et des ateliers de sensibilisation à la violence familiale.

Les mutilations génitales féminines (MGF) n'étaient pas pratiquées par les populations autochtones et elles sont illégales. Il y en a peut-être eu dans certaines communautés d'immigrants de pays de l'Afrique de l'Ouest dans lesquels ce phénomène est courant. Pour autant qu'on le sache, les pouvoirs publics ou autres n'ont pas tenté d'enquêter sur les MGF ni de les combattre.

Le harcèlement sexuel est illégal. En général, une personne reconnue coupable de ce délit est condamnée à une peine de prison de deux à cinq ans. Dans les cas particulièrement graves, la peine peut atteindre le maximum prévu pour le viol, soit cinq à dix ans de prison. Toutefois, le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. D'après des ONG locales, le harcèlement sexuel était très répandu mais rarement dénoncé. Comme dans les années précédentes, il n'y avait pas de statistique officielle sur ce phénomène.

Droits génésiques : Il n'existe aucune loi limitant les droits liés à la procréation, aux naissances ou à l'espacement des grossesses. Il n'existait pas non plus de restrictions à l'accès à la contraception ; cette dernière a toutefois été peu utilisée en raison de son coût. Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en 2008, seules 13 % environ des femmes mariées âgées de 15 à 49 ans utilisaient une méthode moderne de contraception. Les dispensaires et les hôpitaux publics étaient dans l'ensemble en mauvais état et ne disposaient pas de

suffisamment de personnel médical qualifié. Selon le FNUAP, le taux de mortalité maternelle (taux de décès maternels pour 100.000 naissances vivantes) était de l'ordre de 781 et le risque de décès maternel d'une femme sur sa durée de vie était d'un sur 39. Selon le Population Reference Bureau, environ 83 % des naissances avaient lieu en présence de personnel qualifié.

Les hommes et les femmes ont bénéficié d'un accès égal aux services de diagnostic et de traitement des infections sexuellement transmissibles (IST), y compris le VIH. Cependant les personnes séropositives ont continué à être victimes de discrimination et d'ostracisme, ce qui a limité leur accès à ces services. Le Comité national de lutte contre le sida a assuré la coordination des politiques nationales visant à enrayer la propagation du virus du VIH-sida.

Discrimination : Sur les questions liées au mariage et à la famille, le droit coutumier est discriminatoire envers les femmes. L'adultère est illégal tant pour les femmes que pour les hommes. La polygynie est légale, tandis que la polyandrie ne l'est pas. La loi prévoit qu'une épouse légale doit hériter de 30 % des biens de son mari. La dote est réduite à un montant symbolique, mais souvent cette limite fixée par la loi n'a pas été respectée, et des hommes ont dû verser des sommes prohibitives à la famille de leur future épouse. Le ministère de la Promotion de la femme était chargé de protéger et de faire valoir les droits des femmes.

La loi interdit la discrimination basée sur le sexe et spécifie que les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail égal. Toutefois, elles étaient sous-représentées dans le secteur formel de l'économie et victimes de discrimination économique en matière d'emploi, d'accès au crédit, de salaire et de la possibilité d'être propriétaires d'une entreprise ou de la gérer. La plupart des femmes travaillaient dans le secteur informel et avaient donc peu ou pas d'accès aux avantages sociaux. Les femmes en milieu rural étaient particulièrement désavantagées sur le plan de l'éducation et de l'emploi salarié et elles étaient essentiellement reléguées aux travaux des champs dans les exploitations familiales, au commerce à petite échelle et à l'éducation des enfants. Beaucoup d'ONG locales et internationales ont mis en place des programmes de microcrédit pour faire face à ces problèmes. Des ministères du gouvernement, comme ceux des Affaires sociales et de l'Agriculture, se sont employés à aider les femmes à créer de petites entreprises génératrices de revenus.

Enfants

La nationalité s'acquiert par la naissance dans le pays ou par ses parents.

Enregistrement des naissances : L'administration n'enregistre pas automatiquement les naissances ; il incombe aux parents d'en faire la déclaration. S'il n'est pas obligatoire, cet enregistrement est indispensable pour obtenir un acte de naissance, lui-même nécessaire pour l'inscription scolaire et diverses autres prestations. Les Pygmées, en particulier, étaient privés de nombre de prestations sociales en raison de la non déclaration des naissances. Ceux qui vivent dans des villages éloignés ont du mal à le faire, cette formalité pouvant s'effectuer uniquement dans les capitales provinciales. Les pouvoirs publics ont continué à permettre l'enregistrement gratuit des naissances à Brazzaville, mais, comme les années précédentes, ce programme n'a pas couvert les autres régions du pays.

Enseignement : L'enseignement est obligatoire, gratuit et universel jusqu'à l'âge de seize ans. Toutefois les familles doivent acheter les manuels, les uniformes et s'acquitter des frais annexes. Les taux de scolarisation étaient généralement plus élevés dans les zones urbaines. Même en l'absence de statistiques, on peut dire que les enfants pygmées étaient désavantagés en matière de scolarisation dans la mesure où leurs parents avaient généralement omis de déclarer les naissances et qu'ils ne pouvaient donc pas fournir l'acte de naissance nécessaire à l'inscription. Les établissements scolaires étaient surpeuplés et les conditions matérielles très rudimentaires. Il y avait à peu près autant de filles que de garçons dans les écoles primaires, mais les garçons étaient cinq fois plus susceptibles de poursuivre leurs études secondaires et quatre fois plus de s'inscrire à l'université. En outre, d'après certaines informations, des pressions étaient exercées sur des adolescentes pour qu'elles consentent à avoir des relations sexuelles en échange de meilleures notes, pratique qui a contribué à la propagation du VIH-sida et à des grossesses accidentelles et non désirées.

Maltraitance des enfants : Bien qu'il s'agisse d'un problème apparemment répandu, il a rarement été fait état de cas de maltraitance d'enfants, qui se limitaient surtout, les années précédentes, aux communautés d'immigrants d'Afrique de l'Ouest vivant dans le pays.

Mariage des enfants : La loi interdit le mariage des enfants et l'âge légal pour le mariage est fixé à 18 ans pour les femmes et à 21 ans pour les hommes. Cependant, le mariage à un âge plus jeune est autorisé si les parents des deux futurs époux donnent leur permission ; la loi ne précise pas l'âge minimum auquel s'applique cette exception particulière. La peine encourue dans les cas de mariage forcé entre un adulte et un enfant est de trois mois à deux ans d'emprisonnement et une

amende de 150.000 francs CFA (300 dollars) à 1.500.000 francs CFA (3.000 dollars).

Exploitation sexuelle des enfants : Il y a eu des cas d'enfants, notamment parmi les enfants des rues, engagés dans la prostitution avec l'implication d'un tiers. Bien que l'étendue de ce problème reste mal connue, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) estimait, dans un rapport établi en 2007, que 25 % des quelque 1.800 enfants victimes de la traite internationale faisaient l'objet d'une exploitation sexuelle.

L'âge minimum pour une relation sexuelle consentie est de 18 ans. La peine maximale en cas de relations sexuelles avec un mineur est cinq ans d'emprisonnement et une amende de 10.000.000 francs CFA (20.000 dollars des États-Unis).

Un code de protection de l'enfant promulgué en avril stipule les sanctions pour les crimes contre les enfants tels que la traite, la pornographie, la négligence et la maltraitance. Ces infractions sont passibles de peines incluant les travaux forcés, des amendes allant jusqu'à 10.000.000 francs CFA (20.000 dollars É.-U.), et des peines de prison de plusieurs années. La pornographie infantile est passible d'une peine de prison allant jusqu'à un an et d'une amende allant jusqu'à 500.000 francs CFA (1.000 dollars É.-U.).

Enfants déplacés : Les organisations internationales ont apporté leur soutien par le biais de programmes pour fournir aux enfants des rues de quoi manger et un toit, la majorité d'entre eux étant originaires de RDC et se trouvant à Brazzaville et Pointe-Noire, selon l'UNICEF. Ces enfants des rues étaient vulnérables à l'exploitation sexuelle et souvent victimes d'éléments criminels tels que les passeurs de drogue. Beaucoup se livraient à la mendicité, tandis que d'autres vendaient des articles bon marché ou volés pour subsister.

Le pays n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils des enlèvements internationaux d'enfants. Pour de plus amples informations sur les enlèvements internationaux d'enfants, veuillez consulter le rapport annuel du Département d'État sur le respect de la Convention à l'adresse suivante : http://www.travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport_4308.html.

Antisémitisme

La communauté juive n'était pas nombreuse dans le pays. Il n'a pas été signalé d'actes d'antisémitisme.

Traite des personnes

Pour tout renseignement sur cette question, prière de consulter le Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes à l'adresse www.stat.gov/g/tip.

Personnes handicapées

La loi interdit toute discrimination à l'égard des personnes ayant un handicap physique, sensoriel, intellectuel ou mental, et ce en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou à tout autre service public, mais, en général, le gouvernement n'a pas fait respecter cette loi.

Aucune loi n'imposait la mise en accessibilité d'installations pour les personnes handicapées. C'est le ministère des Affaires sociales qui est principalement chargé de ces questions.

Minorités nationales/raçiales/ethniques

Bien que la loi interdise toute discrimination basée sur l'ethnicité, le gouvernement ne l'a pas fait appliquer de manière efficace.

La discrimination ethnique régionale était présente parmi tous les groupes ethniques, et elle était évidente dans les pratiques de recrutement et d'achats du gouvernement et du secteur privé. Le rapport entre clivages ethniques, régionaux et politiques peut être difficile à discerner. La majorité des membres du cabinet du président et des généraux sont originaires des départements du nord du pays.

Peuples autochtones

Selon des ONG locales, les Pygmées étaient fortement marginalisés en matière d'emploi, de santé et d'éducation, en partie à cause de leur isolement dans des régions éloignées et de leurs normes culturelles, différentes. Ils passaient souvent pour être socialement inférieurs, et leur poids politique était insignifiant. Toutefois ces dernières années, plusieurs groupes de défense des droits des Pygmées ont élaboré des programmes visant à surmonter ce problème. Beaucoup de Pygmées ne connaissaient pas le principe du vote et, de ce fait, étaient peu en mesure d'influencer les décisions du gouvernement dans les domaines qui les touchent.

Selon les estimations du recensement national de 2007, les autochtones constituent 2 % de la population totale, soit environ 74.000 personnes.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation et l'identité sexuelles

La constitution interdit toute discrimination fondée sur les orientations politiques, sexuelles ou religieuses. Il n'existait pas de communauté ouvertement homosexuelle importante en raison de la stigmatisation sociale associée à l'homosexualité. Une loi promulguée à l'époque coloniale et toujours en vigueur interdit les comportements homosexuels, qui sont passibles de peines de prison pouvant aller jusqu'à deux ans, mais cette loi a été rarement appliquée. La plus récente arrestation à ce titre remonte à 1996, année à laquelle plusieurs personnes ont été arrêtées à Pointe-Noire et brièvement détenues pour comportement homosexuel.

Il n'a été signalé aucun cas de violence au cours de l'année contre les personnes homosexuelles, lesbiennes ou transgenre.

Autres formes de violence ou discrimination sociétale

Les sondages d'opinion publique révèlent une forte discrimination à l'encontre des personnes vivant avec le VIH-sida. La divulgation illicite des dossiers médicaux ou la négligence dans le traitement par les professionnels de la santé, l'abandon de famille et les licenciements injustifiés sont autant d'infractions passibles de sanctions. La société civile, y compris les associations de défense des droits des personnes vivant avec le VIH-sida, était relativement bien organisée et a revendiqué un traitement équitable, surtout dans le domaine de l'emploi. Les ONG et le gouvernement ont consacré des efforts considérables aux problèmes associés au VIH-sida, notamment par des campagnes de sensibilisation du public au fait que les personnes atteintes du VIH-sida étaient toujours en mesure de contribuer à la société.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi reconnaît aux travailleurs le droit de constituer des syndicats et d'adhérer à celui de leur choix sans avoir à demander une autorisation préalable ni avoir à

satisfaire à des conditions excessives, et ce droit a été exercé dans la pratique par les travailleurs. Ce nonobstant, des membres des forces de sécurité et d'autres services essentiels ne disposent pas de ce droit. La loi autorise les syndicats à mener leurs activités sans ingérence et, dans les faits, le gouvernement a protégé ce droit.

Les travailleurs ont le droit de faire grève à condition d'avoir épuisé au préalable toutes les autres possibilités de conciliation et d'arbitrage non contraignantes, et de déposer un préavis dans les délais légaux. En ce qui concerne les grèves dans les services « essentiels à la protection de l'intérêt général », la loi prévoit que les employeurs doivent organiser un « service minimum », et le refus d'y participer est assimilé à une faute grave.

La loi garantit également le droit à négocier collectivement et les travailleurs ont généralement exercé librement ce droit, bien que cette pratique n'ait pas été répandue en raison du contexte économique très difficile. La négociation collective a été interdite, par exemple, à des employés congolais travaillant pour une entreprise chinoise du bâtiment et qui construisaient une route à grande circulation entre Pointe-Noire et Brazzaville : ils se sont vu refuser des contrats d'embauche, ont été payés au salaire minimum et pouvaient être licenciés pour une absence de trois jours consécutifs, indépendamment de la raison des absences.

La loi interdit la discrimination antisyndicale, et aucun cas de discrimination n'a été signalé. La plupart des syndicats de travailleurs auraient peu d'influence et seraient sous la coupe des pouvoirs publics, ceci pouvant expliquer pourquoi les manifestations de travailleurs étaient fréquemment interdites, souvent par les syndicats eux-mêmes. On n'a pas signalé pendant l'année de licenciement pour activité syndicale.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit tout travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants. Selon des informations non confirmées, de telles pratiques auraient cependant eu lieu. Des enfants victimes de la traite auraient été contraints de travailler dans le secteur de la pêche et sur les marchés ou soumis à la servitude domestique sans être rémunérés, ou alors très peu.

Des enfants – principalement venant du Bénin, mais aussi du Togo, du Mali, de la Guinée, du Cameroun, du Sénégal et de la RDC – sont assujettis au travail domestique forcé et contraints de travailler sur les marchés et dans le secteur de la

pêche. Les enfants victimes de ces pratiques sont traités impitoyablement, travaillent de longues heures et n'ont pratiquement aucun accès à l'enseignement ou aux soins de santé ; ils ne sont pas rémunérés, ou alors très peu.

Le gouvernement n'a pas révoqué une loi de 1960 qui autorise la réquisition de personnes pour faire des travaux d'intérêt public et leur emprisonnement en cas de refus. Cependant, rien n'indique que cette loi ait jamais été utilisée ou appliquée.

Prière de consulter également le *Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

S'il existe des lois et des politiques pour protéger les enfants contre l'exploitation au travail, le travail des enfants est resté un problème. L'âge minimum requis pour travailler ou être apprenti était de 16 ans mais la loi n'a généralement pas été respectée, surtout dans les régions rurales et dans le secteur informel.

Les formes les plus communes de travail des enfants étaient de travailler sur les marchés ou dans l'industrie de la pêche, où ils étaient soumis à des conditions pénibles, avec de longues heures de travail et une rémunération négligeable voire nulle. Les enfants travaillaient avec leur famille dans les exploitations agricoles ou les petits commerces du secteur informel sans aucun contrôle du gouvernement. C'est dans l'agriculture et le service domestique que le travail des enfants revêt les pires formes. Il n'existait aucune statique officielle du gouvernement sur le travail des enfants en général. Cependant, une enquête de l'Organisation internationale du travail remontant à 2005 a révélé que 85 % des 47.000 enfants qui travaillaient résidaient dans les régions rurales, et un peu plus de moitié (53 %) étaient des fillettes chargées de corvées domestiques ou travaillant contre rémunération.

Le ministère du Travail, qui est responsable de l'application de la loi sur le travail des enfants, a concentré ses moyens limités sur le salariat au sein de l'économie formelle, où ses efforts n'ont en général pas produit de résultats. Comme l'année précédente, ses ressources limitées l'ont empêché d'effectuer régulièrement des visites d'inspection relatives au travail des enfants. Des inspections du travail ont eu lieu au cours de l'année, sans que l'on dispose de statistiques officielles à la fin de l'année. Les groupes d'aide internationaux ont signalé peu de changement dans les conditions de travail des enfants pendant l'année.

Prière de consulter également le *rapport du ministère du Travail sur Les pires formes du travail des enfants*, accessible sur le site www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm.

d. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum national s'élevait à 54.000 francs CFA (environ 109 dollars É.-U.) par mois dans le secteur formel. Aucun salaire minimum officiel n'était fixé pour le secteur agricole et d'autres secteurs informels. Les prix élevés dans les villes et le poids de la famille étendue obligeaient un grand nombre de travailleurs, y compris des enseignants et des travailleurs du secteur de la santé, à prendre un deuxième emploi, surtout dans le secteur informel.

La loi prévoit une semaine de travail normale de sept heures par jour, cinq jours par semaine, avec une heure de pause pour le déjeuner. Elle n'établissait pas de limites légales quant au nombre maximum d'heures ouvrées par semaine. La loi prévoit le paiement d'heures supplémentaires au-delà des 42 heures hebdomadaires, mais elle ne fixe pas d'interdiction légale concernant les heures supplémentaires obligatoires. Les heures supplémentaires faisaient l'objet d'accords entre employeurs et employés. Dans l'ensemble, ces normes ont été respectées et les travailleurs ont généralement été rémunérés en espèces pour les heures supplémentaires ouvrées au-delà des 42 heures hebdomadaires normales.

Bien que la réglementation relative à la santé et à la sécurité au travail prévoie des visites biannuelles d'inspecteurs du ministère du Travail, ces visites ont eu lieu bien moins fréquemment. Les syndicats étaient en général vigilants pour dénoncer les conditions de travail dangereuses, mais le respect des normes de sécurité était quant à lui souvent insuffisant. Les travailleurs n'ont pas spécifiquement le droit de se retirer d'une situation qui présente un danger pour leur santé ou pour leur sécurité sans risquer de perdre leur emploi. Aucune exception n'existait pour les travailleurs étrangers ni les travailleurs migrants.